

# UN-REDD PROGRAMME



## Rapport de la huitième réunion du Comité exécutif

---

HUITIÈME RÉUNION DU COMITÉ  
EXÉCUTIF (EB-8) DU PROGRAMME  
ONU-REDD

---

2-4 octobre 2024

Réunion hybride (en présentiel et virtuelle)

## Table des matières

Introduction

Ouverture

Point 1 de l'ordre du jour: Progrès réalisés à ce jour

Point 2 de l'ordre du jour: Dialogue stratégique sur l'intensification du changement de système pour les forêts et le climat

Point 3 de l'ordre du jour: Examen formatif du Programme ONU-REDD

Point 4 de l'ordre du jour: Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030

Point 5 de l'ordre du jour: Voie à suivre et prochaines étapes

Clôture

Annexe 1: Liste des participants au Comité exécutif

Annexe 2: Ordre du jour

Annexe 3: Liste des participants au dialogue stratégique

## Introduction

1. Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a tenu sa huitième réunion du Comité exécutif du 2 au 4 octobre dans un format hybride (en présentiel au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] à Rome, Italie, et en ligne sur la plateforme Zoom). Tous les représentants du Comité exécutif ont assisté à la réunion, la majorité d'entre eux participant physiquement aux discussions et d'autres contribuant activement via la plateforme en ligne Zoom.
2. La réunion était présidée par Tiina Vähänen, directrice adjointe de la Division des forêts de la FAO. La réunion a été suivie par 31 participants (voir annexe 1). Lors de la session de dialogue stratégique, 16 partenaires invités ont participé virtuellement à la session (voir annexe 3). Tous les documents et présentations sont disponibles sur le [microsite](#) du Programme ONU-REDD.

## Ouverture

3. La présidente a initié les discussions par des remarques de bienvenue soulignant l'importance du partenariat ONU-REDD en tant que modèle des Nations Unies (ONU) de travail conjoint dont l'impact a été clairement démontré. Elle a rappelé que depuis 2021, le rythme de développement du Programme s'est accéléré, passant d'une phase axée sur la préparation à la REDD+ et le développement traditionnel des capacités, à un soutien à la mise en œuvre internationale de la REDD+ à grande échelle. Parallèlement, ONU-REDD a continué à soutenir les pays partenaires pour faire progresser la mise en œuvre de REDD+, afin de parvenir à des changements systémiques et transformateurs en matière de gouvernance, de politiques et d'incitations dans le secteur des forêts et foncier.
4. La présidente a débuté la réunion du Comité exécutif en soulignant le caractère central de l'agenda forestier en tant que pilier essentiel des actions visant à lutter contre le changement climatique, à restaurer, protéger, conserver et utiliser durablement l'environnement et à accélérer la mise en œuvre intégrale du Programme 2030. Elle a souligné que le financement et le développement des capacités étaient les deux priorités les plus urgentes pour permettre aux pays d'accéder aux paiements liés aux résultats, afin de fournir des solutions pour les forêts à grande échelle.
5. La présidente a souligné l'objectif de la réunion du Comité exécutif, qui est de fournir des orientations sur la manière dont le Programme ONU-REDD peut être le plus utile pour continuer à aider les pays à améliorer leurs capacités et plus largement accéder aux financements, par le biais d'une discussion stratégique approfondie sur la Stratégie ONU-REDD 2026-2030. La réunion était structurée comme suit (voir également l'ordre du jour à l'annexe 2):
  - a. Progrès réalisés à ce jour
  - b. Dialogue stratégique sur l'intensification du changement de système pour les forêts et le climat
  - c. Revue formative du Programme ONU-REDD

- d. Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030
- e. Voie à suivre et prochaines étapes

## Point 1 de l'ordre du jour: Progrès réalisés à ce jour

6. La présidente a ouvert la session en notant qu'elle avait pour objectif de faire le point sur le Programme ONU-REDD, dans le contexte des progrès plus larges de l'agenda sur les forêts et le climat. Notant que le rapport annuel 2023 et la mise à jour semestrielle 2024 ont permis d'apprécier la valeur et l'ampleur des résultats du Programme, elle s'est ensuite tournée vers le Secrétariat et les agences de mise en œuvre d'ONU-REDD pour présenter un aperçu des progrès (voir PPT [ici](#)).
7. Pour évoquer les progrès de l'ONU-REDD, un résumé de cadrage de l'actuel cadre de résultats de l'ONU-REDD 2021-2025 et de ses modalités opérationnelles, mettant en évidence les aspects de planification, de notification et de financement, a été présenté.
8. Les résultats nationaux obtenus avec le soutien du Programme ont été mis en évidence, montrant leur impact au cours de l'année écoulée depuis la dernière réunion du Comité. En 2024, ONU-REDD a activement soutenu 24 pays partenaires dans les quatre domaines du cadre de résultats du Programme, notamment afin de:
  - répondre aux exigences de la norme Architecture for REDD+ et la norme d'excellence environnementale (ART-TREES) de REDD+ et accéder au financement lié aux résultats par l'intermédiaire de la Coalition pour la réduction des émissions par l'accélération du financement des forêts (Coalition LEAF), comme dans le cas du Ghana qui est devenu la première nation africaine à signer un accord d'achat de réductions d'émissions (ERPA);
  - améliorer les systèmes d'information sur les garanties et le renforcement des accords de partage des bénéfices;
  - consolider les pratiques de gestion durable des forêts et promouvoir les actions intersectorielles (notamment les produits de base et les chaînes d'approvisionnement durables – «sans déforestation»);
  - renforcer les actions d'atténuation des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans les secteurs des forêts et de l'utilisation des terres en respectant les exigences d'équité, notamment par le biais de dialogues sur les politiques et de subventions sur le terrain en faveur des populations autochtones;
  - ajouter des éléments transversaux tels que l'inclusion sociale, la collaboration avec les peuples autochtones et les communautés locales pour leur permettre d'accéder directement au financement climatique, ainsi que l'intégration de la dimension de genre, notamment dans les cadres d'imbrication, les documents d'enregistrement TREES, ainsi que le pilotage de la norme de genre W+ au Ghana.

Le soutien régional fourni par ONU-REDD a été présenté. Trois initiatives ont été mises en évidence en matière d'action régionale: le commerce forestier durable dans la région du Bas-Mékong ([LMR](#)),

l'atténuation du changement climatique grâce à la foresterie sociale dans les pays de l'ASEAN, en bref ASEAN Social Forestry & NDCs ([Initiative ASF](#)), et le renforcement de la mise en œuvre de REDD+ en Afrique ([AFF](#)), le projet LMR s'étant achevé en décembre 2023. Ces initiatives reflètent l'engagement d'ONU-REDD en faveur de solutions régionales sur mesure qui favorisent la gestion durable des forêts, la gouvernance et le renforcement des capacités dans divers paysages et à différents niveaux afin de soutenir la réalisation des objectifs climatiques. L'initiative LMR, achevée en 2023, a renforcé la coopération régionale pour promouvoir le commerce légal et durable des produits forestiers, l'amélioration de la gouvernance des forêts pour une production durable, et le renforcement du suivi par une meilleure gestion des données. L'ASF, lancée en 2022, vise à renforcer la base de données sur les contributions de la foresterie sociale à l'atténuation du changement climatique, ce qui facilite l'intégration des actions connexes dans les CDN et accroît les possibilités de financement du climat. En collaboration avec des partenaires, notamment le Centre régional de formation en foresterie communautaire pour l'Asie et le Pacifique (RECOFTC), des progrès ont été réalisés en collaborant, en renforçant et en s'appuyant sur le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et certains groupes de travail (foresterie sociale; forêt et climat). L'initiative a encouragé la fertilisation croisée entre les pays de la région, en tirant des enseignements des actions pilotes et des analyses menées au Cambodge, au Laos et en Indonésie, et en produisant des résultats clés tels que l'intégration des évaluations de l'atténuation de la foresterie villageoise dans les futures CDN au Laos, la cartographie des intermédiaires du marché, l'analyse des chaînes de valeur et l'élaboration de cartes d'aptitude des terres à la production de bois dans l'ensemble des pays pilotes. L'initiative AFF, approuvée par le Comité exécutif en 2023, a tiré parti de l'expertise technique d'ONU-REDD et du réseau du Forum forestier africain, en fournissant un renforcement des capacités par le biais de laboratoires d'apprentissage en République-Unie de Tanzanie et en Côte d'Ivoire, en menant des dialogues sur les politiques nationales en Ouganda et au Ghana, et en facilitant les discussions stratégiques sur le financement du climat lors d'événements régionaux clés.

Les points forts en matière de gestion des connaissances, des communications, du dialogue et du plaidoyer au niveau mondial sont notamment l'Académie REDD+, ou plus de 1 000 utilisateurs sont actifs sur Howspace, une plateforme qui exploite les connaissances de l'IA pour améliorer les expériences d'apprentissage. Le Programme a également organisé des laboratoires d'apprentissage en présentiel en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Afrique, ainsi que réalisés des webinaires sur le climat et le financement des forêts couvrant l'intégrité, le suivi, la notification, la vérification (MNV), les sauvegardes et l'inclusion sociale. Parmi les événements clés, citons la Journée mondiale de gestion des connaissances REDD+ à Oslo, organisée conjointement avec la Banque mondiale et l'initiative internationale norvégienne pour le climat et la forêt (NICFI), qui s'est intéressée aux initiatives REDD+ réalisables. Les publications ont traité de l'action sur les forêts dans les CDN et des avancées importantes dans le REDD+ juridique. Plus de 500 parties prenantes ont participé à des discussions sur le financement lié aux résultats et l'atténuation lors du Forum des forêts tropicales d'Oslo (OTFF) et de la Semaine du climat de New York (NYCW). En outre, la campagne #SaveForestsNow a mis en lumière les résultats obtenus par l'Indonésie, le Brésil et la République démocratique du Congo (RDC), ce qui a conduit

à une visibilité accrue avec une augmentation de 25 pour cent de l'engagement dans les médias sociaux, une augmentation de 44 pour cent des followers et de 48 pour cent de visiteurs sur le web, ainsi que 15 pour cent en plus d'abonnements aux bulletins d'information.

Un compte rendu a également été fait sur l'échange Sud-Sud (ESS) sur le financement lié aux résultats REDD+ du Fonds vert pour le climat (FVC) qui a eu lieu immédiatement avant la réunion du Comité (du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre au siège de la FAO). L'ESS a été organisé dans le contexte de la décision du FVC lors de la 39<sup>e</sup> session du Comité exécutif en juillet 2024, qui a permis à titre exceptionnel aux quatre notes conceptuelles REDD+ liées aux résultats, inscrites dans le programme pilote (Lao PDR, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ouganda et Viet Nam) d'aller de l'avant et de soumettre des propositions de financement. L'échange s'est appuyé sur le rôle d'entité accréditée de la FAO et de son travail préparatoire pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Ouganda, avec notamment l'organisation d'une série de «formations» pour partager les enseignements concrets tirés de la formulation et de la mise en œuvre des programmes de financements liés aux résultats; et sur la participation de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux ateliers techniques de financements liés aux résultats REDD+ du FVC. L'ESS a donné lieu à un dialogue fluide et significatif sur le développement de propositions de financement, avec l'utilisation innovante des produits et des mécanismes de partage des bénéfices, et le partage de points de vue et d'informations sur l'état des négociations concernant l'avenir de la proposition d'intégration du financement lié aux résultats REDD+ par le FVC.

9. La présidente a remercié les intervenants pour leurs présentations et a invité quelques membres qui siègent au Comité exécutif depuis une longue période à partager leurs réflexions sur l'agenda des forêts et du climat.
10. Le Ghana a souligné les progrès de REDD+ au cours des 16 dernières années et a noté la validation du concept d'offre sur différents fronts. Elle a appelé à des investissements du côté de la demande, essentiels également pour tester et valider les mécanismes de partage des bénéfices, tout en laissant de la place pour des améliorations progressives du côté de l'offre. Se référant à la phase post-2025 de l'ONU-REDD, le Ghana a souligné la nécessité d'un renforcement des capacités non traditionnelles, afin de soutenir les pays dans leur parcours de financements liés aux résultats, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la fourniture des ressources nécessaires pour permettre à l'offre de devenir une partie prenante à part entière dans le dialogue avec le secteur de la demande.
11. La Norvège a fait référence aux nouvelles circonstances dans lesquelles la nouvelle Stratégie ONU-REDD est élaborée conjointement, avec de nouveaux acteurs du secteur privé et des ONG fournissant une assistance technique (AT), l'évolution du cadre du financement climatique, et a encouragé ONU-REDD à affiner son orientation et son rôle dans ce nouveau cadre, à la fois en ce qui concerne l'AT, et le dialogue et la gestion des connaissances. Elle a souligné l'importance pour ONU-REDD de conserver son approche générale tout en se concentrant sur ses capacités techniques uniques, de fournir un soutien aux pays en fonction de leur niveau d'ambition, de garantir l'appropriation par les pays et de promouvoir l'engagement des peuples

autochtones et de la société civile – autant de caractéristiques spéciales qui distinguent ONU-REDD des autres acteurs.

12. Le représentant des peuples autochtones a reconnu le rôle de l'ONU-REDD dans la promotion des droits des communautés et des peuples autochtones, et a relevé des éléments clés à inclure dans la nouvelle Stratégie de l'ONU-REDD, tels que:
  - le genre et la promotion de la participation des femmes et des jeunes autochtones;
  - la gestion des connaissances, la reconnaissance des savoirs et des pratiques autochtones;
  - les systèmes MNV et l'identification d'indicateurs en relation aux peuples autochtones;
  - le partage des bénéfices, garantissant un accès direct aux populations autochtones;
  - le financement, en développant des mécanismes adaptés aux besoins et réalités des populations autochtones pour leur permettre d'accéder au financement.
13. La présidente a remercié les orateurs pour leur contribution et les a invités à poser des questions et à faire part de leurs commentaires.

#### Commentaires et conseils du Comité exécutif

14. Soulignant l'importance de travailler avec les peuples autochtones et les communautés locales au stade initial pour assurer la durabilité, le Chili a mis en garde contre la gestion des attentes. La Stratégie ONU-REDD doit être réaliste quant à ce qui peut être réalisé avec le financement actuel.
15. Notant l'importance du moment présent pour REDD+, la Suisse a mis en évidence des signaux de rupture, notamment avec l'intégration par le FVC du financement lié aux résultats REDD+, les questions relatives aux marchés volontaires du carbone pour REDD+, et la COP30, vers un rôle potentiellement évolutif de REDD+.
16. Le représentant de la société civile dans le Comité exécutif de l'ONU-REDD a également souligné l'importance de prendre en compte la capacité d'absorption des communautés pour assumer le financement climatique, par exemple par le biais d'intermédiaires qui les aident à faire le lien avec le financement, en garantissant leur capacité à dépenser et à rendre des comptes de manière efficace. Il s'est félicité de l'utilisation de la norme W+ et a souligné l'importance des communautés locales lorsqu'il est question des peuples autochtones. Il a noté que la nouvelle Stratégie de l'ONU-REDD présentait des similitudes avec la précédente et a encouragé l'ONU-REDD à examiner ce que font les autres partenaires, les lacunes à combler et la meilleure façon d'y parvenir.
17. Soulignant la complexité du contexte et le travail de renforcement des capacités encore nécessaire, le Royaume-Uni a souligné le rôle de l'ONU-REDD en tant que rassembleur, assurant la cohésion de l'assistance technique fournie.
18. Parmi les signaux de progrès, le Ghana a mentionné: la Coalition LEAF, notant toutefois l'importance qu'elle effectue des paiements; le FCLP, en particulier par le biais de ses enveloppes budgétaires pour les pays apportant de nouveaux financements; et les nouveaux acteurs qui fournissent une assistance technique tels

que le Partenariat d'assistance technique REDD+ juridictionnel (JTAP), soutenant certains pays à catalyser ce que cela signifie de passer de l'offre à la demande – un point que l'ONU-REDD devrait considérer dans sa nouvelle Stratégie sur la manière de s'associer à ces nouvelles initiatives pour soutenir les pays.

19. La présidente a remercié les membres du Comité exécutif pour leur contribution éclairée, assurant que leurs conseils seront pris en compte et utilisés à bon escient dans le cadre du Programme.

## **Point 2 de l'ordre du jour: Dialogue stratégique sur l'intensification du changement de système pour les forêts et le climat**

20. La présidente a ouvert la session en soulignant son objectif d'engager les membres du Comité exécutif et les partenaires invités, tous connectés virtuellement, dans un dialogue stratégique partageant des perspectives et des contributions sur les changements nécessaires au niveau du système pour réaliser le plein potentiel d'atténuation des forêts afin d'arrêter et d'inverser la déforestation d'ici à 2030.
21. Le dialogue stratégique, mené selon les règles de Chatham House, a rassemblé divers participants issus de gouvernements, de peuples autochtones, de communautés locales, du secteur privé et d'organisations internationales au sein et en dehors du secteur forestier. Parmi les participants, on peut citer des représentants du Comité exécutif de l'ONU-REDD, de la Banque mondiale, du CIFOR-ICRAF, de l'Alliance mondiale des collectivités territoriales, de la Tenure Facility, du Centre du commerce international, du Comité pour l'intégrité des marchés volontaires du carbone, de l'Initiative pour l'intégrité des marchés volontaires du carbone (VCMI), du Fonds Bezos pour la Terre, de la CCNUCC, de la CDB et de la CITES (voir la liste des participants à l'annexe 3).
22. La session a été structurée comme un dialogue interactif pour favoriser le partage et l'émergence d'idées stratégiques. Le dialogue a commencé avec trois « lanceurs d'alerte » (Costa Rica, Royaume-Uni, CIFOR-ICRAF) qui ont partagé leurs perspectives sur les défis et les opportunités qui existent au niveau du système REDD+, sur la base de leur expérience directe et de toutes les évaluations pertinentes. Il s'en est suivi une série d'interventions inhabituelles, parfois bien éloignées du secteur des forêts, et un dialogue ouvert avec tous les représentants du Comité exécutif.
23. Parmi les thèmes abordés au cours du dialogue, citons:
  - a. Le déblocage des financements: La nécessité d'augmenter d'urgence les financements, d'accroître les financements mixtes et de créer des conditions favorables à la mise en œuvre.
  - b. Les marchés volontaires du carbone: Le programme des marchés volontaires du carbone est complexe, doté d'un fort potentiel, il progresse rapidement et implique de nombreux acteurs. Le dialogue permanent, le développement des capacités et l'assistance technique seront essentiels à l'élargissement et à la résolution des problèmes d'intégrité.
  - c. Le développement des capacités: Le renforcement des capacités reste un besoin permanent. Les domaines de soutien identifiés sont notamment les exigences de l'article 6 et le rapprochement de l'offre et de la demande.

- d. Les peuples autochtones et les communautés locales: La reconnaissance du rôle essentiel des peuples autochtones et des communautés locales a été un thème clé et la présentation des enseignements tirés à tous les niveaux est fondamentale. L'importance de garantir des accords de partage des bénéfices inclusifs a également été soulevée.
  - e. L'engagement et les actions intersectoriels: L'engagement intersectoriel, en particulier pour identifier et renforcer les synergies entre l'agriculture et les forêts et promouvoir des efforts concertés et des pratiques innovantes en vue d'une production durable de produits de base, est essentiel, y compris au-delà des Ministères des forêts et de l'environnement.
24. La présidente a remercié le Comité exécutif et les partenaires invités pour ce dialogue précieux, qui a été renforcé par la forte participation intersectorielle. Elle a indiqué que le Programme REDD+ est passé d'une approche centrée sur le carbone à une approche centrée sur les personnes, reconnaissant la biodiversité et d'autres avantages non liés au carbone, ainsi que la nécessité de promouvoir des efforts conjoints avec le secteur agricole pour atteindre les objectifs en matière de climat, de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire. Le dialogue a soulevé de nombreuses questions importantes qui enrichiront les discussions du Comité exécutif sur l'avenir du Programme ONU-REDD, notamment en ce qui concerne l'accès au financement, le développement des capacités, le rôle d'ONU-REDD et la manière d'établir des liens avec d'autres acteurs dans l'intérêt des pays. Il est essentiel de poursuivre les discussions avec tous les acteurs, et ONU-REDD s'appuiera sur les thèmes soulevés dans ses plans pour des dialogues futurs plus approfondis et orientés vers la recherche de solutions.

### **Point 3 de l'ordre du jour: Examen formatif du Programme ONU-REDD**

25. La présidente a ouvert la session en indiquant qu'elle avait pour objet de présenter les premières constatations et conclusions de l'examen formatif du Programme ONU-REDD. Elle a informé les participants que l'examen était basé sur de nombreux éléments, y compris les évaluations précédentes, les consultations avec les trois agences, le Secrétariat et une sélection de parties prenantes externes clés – donateurs, participants nationaux, société civile et autres. Elle a également souligné que les enseignements tirés de l'examen contribueront à éclairer nos discussions sur l'orientation future du Programme et nous aideront à apporter les ajustements nécessaires pour en accroître l'impact et la pertinence.
26. La session a été structurée par une présentation d'un expert indépendant sur l'examen formatif, suivie d'une discussion et de commentaires du Comité exécutif. La présidente a ensuite demandé à l'expert indépendant de présenter les premières conclusions de l'examen formatif (voir PPT [ici](#)).
27. L'objectif de l'examen a tout d'abord été présenté avec une évaluation du processus à ce jour et des principales étapes à venir. L'expert a également présenté les principaux aspects de l'examen, tels que la pertinence, la cohérence avec d'autres processus, l'efficacité et l'efficience. L'analyse a été présentée sur la base des forces, des faiblesses, du créneau et de la valeur ajoutée, ainsi que de la gouvernance du Programme ONU-REDD.

28. L'une des principales conclusions est que le Programme ONU-REDD reste très pertinent, notamment en aidant les pays forestiers à mettre en place l'appui fondamental nécessaire pour accéder au financement lié aux résultats et à d'autres formes d'aide internationale. Toutefois, l'environnement externe étant devenu plus complexe, avec de nouveaux acteurs et mécanismes financiers, le Programme ONU-REDD doit faire face à des risques tels que la duplication et la fragmentation des efforts. L'expert a également souligné que le fait de s'éloigner des programmes nationaux a particulièrement affecté l'engagement avec la société civile et les peuples autochtones, qui étaient plus impliqués durant la phase de préparation. Il a également souligné le faible niveau d'engagement avec le secteur privé, qui reste un défi pour ONU-REDD et les programmes similaires. En outre, il a souligné l'«invisibilité» apparente du Programme. Il a suggéré qu'ONU-REDD pourrait mieux communiquer sa valeur ajoutée tout en maintenant son rôle de soutien et de neutralité qui permet aux pays de s'approprier clairement les résultats.
29. La présidente a remercié l'expert pour sa présentation et invité les participants à poser des questions et à faire part de leurs commentaires.

#### Commentaires et conseils du Comité exécutif

30. Le Royaume-Uni a souligné la nécessité de prendre en compte l'ensemble des options de financement disponibles pour REDD+. Il a souligné le rôle des acteurs non étatiques dans la réalisation des objectifs du Programme et a insisté sur la nécessité d'une collaboration avec toutes les parties prenantes. Le Royaume-Uni a également souligné l'importance de veiller à ce que la société civile et les peuples autochtones restent engagés tout au long du processus, en particulier lorsque le Programme s'oriente vers des paiements liés aux résultats et des marchés du carbone. Il a plaidé en faveur d'une approche inclusive qui tienne compte des capacités variables des pays dans la recherche de ces nouvelles voies de financement.
31. En ce qui concerne l'engagement de la société civile et des peuples autochtones, la Norvège a fait remarquer que l'examen suggère qu'il y a eu un fort engagement au cours de la phase de préparation, mais qu'il a diminué au fur et à mesure que nous nous sommes orientés vers des mécanismes basés sur le marché. Le Programme ONU-REDD pourrait jouer un rôle essentiel en aidant ces groupes à accéder au financement lié aux résultats et à d'autres mécanismes financiers, tant au niveau international que national. Les peuples autochtones et les organisations de la société civile devraient être intégrés dans les structures nationales de mise en œuvre de REDD+ et des CDN.
32. Le Ghana a souligné la question de la neutralité par rapport à l'engagement politique. La neutralité du Programme ONU-REDD est l'un de ses points forts, mais des voix s'élèvent pour réclamer un engagement plus important dans les processus politiques. Il s'est également interrogé sur les efforts déployés par le Programme ONU-REDD pour trouver un équilibre entre la neutralité et l'engagement dans des discussions intrinsèquement politiques, compte tenu notamment des différents niveaux de préparation des pays. Le Ghana a affirmé que les Nations Unies pourraient maintenir leur neutralité en travaillant avec des partenaires tels que le Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat (FCLP), qui ciblent déjà l'engagement politique. De cette manière, le Programme ONU-REDD peut rester neutre tout en travaillant

avec des organisations capables de relever les défis politiques. Une autre question soulevée par le Ghana est celle des dispositions institutionnelles. Dans de nombreux pays, en particulier lorsqu'il s'agit de la gestion des paysages, il est essentiel de disposer d'accords institutionnels solides. Il ne suffit pas de travailler uniquement avec des organisations chargées des forêts alors que les principaux moteurs de la déforestation se trouvent souvent dans l'agriculture. Il faut une approche coordonnée entre les secteurs pour s'attaquer aux facteurs plus généraux de la déforestation. L'expert a précisé que si la neutralité du Programme ONU-REDD est appréciée, les pays ont souvent besoin d'aide pour appréhender les divers aspects politiques de REDD+, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terres et la gouvernance. Si ONU-REDD ne doit pas devenir trop politique, il peut faciliter les dialogues politiques en collaboration avec d'autres organisations mieux à même de le faire. Pour atteindre les objectifs de REDD+, il est essentiel d'impliquer d'autres ministères que les forêts, tels que les Ministères des finances et de l'agriculture.

33. Les interventions du Costa Rica ont souligné l'importance d'intégrer la biodiversité, le développement rural et les questions de genre dans les stratégies REDD+. Ces éléments sont interdépendants et toute approche doit prendre en compte leurs impacts pour promouvoir efficacement le développement durable. Une approche holistique qui prend en compte le contexte socioéconomique plus large dans lequel les communautés opèrent en relation aux forêts doit être prise en compte dans le Programme.
34. Le représentant des organisations non gouvernementales (ONG) a souligné l'importance d'une évaluation complète des besoins des pays afin d'adapter efficacement l'appui du Programme ONU-REDD. L'accent mis sur l'apprentissage renforcera la capacité à relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les différents pays dans la mise en œuvre des initiatives REDD+. En outre, l'engagement avec les parties prenantes locales est essentiel pour garantir la pertinence et l'impact du soutien que nous apportons.
35. La Suisse a noté que l'accent est mis de plus en plus sur les marchés du carbone, en particulier à travers des initiatives telles que la Coalition LEAF, mais il est important de ne pas perdre de vue des objectifs plus larges tels que la gouvernance, la biodiversité et l'engagement des communautés. La Suisse met fortement l'accent sur la foresterie sociale et l'approche ascendante de REDD+. Le Programme ONU-REDD devrait continuer à travailler avec tous les pays, et pas seulement avec ceux qui sont prêts à entrer sur le marché, et soutenir différents niveaux d'engagement en fonction des capacités et des priorités nationales. Elle a également souligné que la Suisse a plaidé en faveur d'une approche régionale, en particulier par le biais de plateformes telles que l'ASF et l'AFF, essentielles pour le partage des connaissances et le renforcement des capacités. La Suisse a également suggéré que le Programme ONU-REDD fasse davantage pour soutenir les réseaux régionaux.
36. En ce qui concerne l'impact, le Ghana a souligné l'importance de mesurer le succès au-delà des réductions d'émissions de carbone. Au Ghana, par exemple, les sauvegardes ont été soutenues, mais la contribution financière du Programme ONU-REDD n'est pas toujours claire. Une plus grande transparence en matière de financement aiderait les pays à mieux comprendre les impacts au-delà des réductions d'émissions.

37. L'expert a expliqué que l'un des défis de l'examen a été d'évaluer l'impact du soutien du Programme ONU-REDD, en particulier parce qu'une grande partie de son rôle est de faciliter et de soutenir. Les résultats soulignent la nécessité d'aller au-delà de la mesure du carbone et de prendre en compte les effets plus larges sur le développement, tels que l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités.
38. Les agences ont partagé leurs points de vue sur l'importance d'intégrer les considérations environnementales dans le cadre plus large du développement durable. La neutralité du Programme ONU-REDD permet un dialogue efficace, mais nous devons relever les défis posés par les réalités politiques des différents pays. Nous devons veiller à ce que les structures de gouvernance qui soutiennent le Programme REDD+ soient solides afin de promouvoir l'inclusion et de faciliter la collaboration entre les secteurs. En outre, compte tenu du rôle essentiel que joue l'agriculture dans le contexte de la REDD+, une approche multisectorielle s'impose, reconnaissant qu'il est nécessaire de soutenir et de promouvoir la transformation des systèmes agroalimentaires vers une plus grande durabilité, en déplaçant la dichotomie entre l'agriculture et les forêts vers des pratiques qui assurent la sécurité alimentaire et soutiennent les moyens de subsistance tout en réduisant les impacts sur les forêts (déforestation et dégradation des forêts) et sur le climat. Des stratégies efficaces devraient impliquer une collaboration avec les Ministères de l'agriculture afin de garantir des politiques d'utilisation des terres cohérentes qui soutiennent les objectifs REDD+. En abordant ces questions plus larges, nous pouvons créer des solutions plus complètes pour gérer, conserver et restaurer les forêts, afin d'atteindre les objectifs en matière de climat, de biodiversité, de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire.
39. L'expert a conclu par une réflexion sur les très nombreux commentaires reçus au cours de la discussion, soulignant le rôle historique des Nations Unies dans l'amplification des voix dans les forums nationaux et la facilitation des discussions sur REDD+ et la préparation. Il a également reconnu les nombreuses questions sans réponse concernant REDD+, y compris les questions d'intersectorialité, l'avenir des marchés du carbone et les dynamiques de pouvoir entre les différentes parties prenantes. Il a souligné que si les Nations Unies ne doivent pas répondre directement à ces questions politiques, elles peuvent créer des espaces de discussion, de débat et de dialogue au niveau national. Il a mis en garde contre la perte d'équilibre entre l'orientation de la demande et la stimulation de la demande, et a averti que la stimulation de la demande dans une direction pourrait compromettre la neutralité et l'indépendance des Nations Unies. Il a souligné les possibilités de dialogues régionaux pour instaurer la confiance et faire tomber les barrières, tout en notant l'importance de recueillir des points de vue divers et des preuves à l'appui des recommandations dans les futurs rapports. Il a conclu en se félicitant de la poursuite du dialogue pendant les pauses et en se déclarant ouvert aux discussions informelles.
40. La présidente a remercié le Comité exécutif pour ses contributions perspicaces, assurant que ses conseils seront pris en compte et utilisés à bon escient par le Programme.

#### **Point 4 de l'ordre du jour: Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030**

41. La présidente a ouvert la session en notant que son objectif était de fournir une vue d'ensemble du projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030, des résumés détaillés des éléments transversaux et des quatre résultats attendus, et de présenter les modalités de mise en œuvre.
42. La session s'est déroulée sur une journée entière, structurée par des présentations sur les principales caractéristiques de la Stratégie par le Secrétariat d'ONU-REDD et les agences de mise en œuvre, suivies d'une discussion et des commentaires du Comité (tout le PPT [ici](#)).
- Une présentation de cadrage de la Stratégie ONU-REDD (PPT [ici](#)) a détaillé l'élaboration, la vision et l'objectif, les résultats et les moyens de mise en œuvre de la Stratégie. Le processus d'élaboration conjointe pour développer la Stratégie a été initié en 2024, les commentaires reçus durant la première phase de consultation qui a eu lieu avec plus de 30 parties prenantes avant la tenue du Comité exécutif, ayant été très appréciés. La Stratégie 2026-2030 s'appuie sur la Stratégie actuelle, la consultation initiale et les commentaires faisant suite à l'examen formatif, afin de la renforcer et de l'adapter à l'avenir. La Stratégie est conçue comme un ensemble intégré, les résultats indicatifs conservant une structure et une approche similaires, avec quelques ajustements, notamment des résultats autonomes sur l'intégrité et le changement des systèmes, et l'introduction de trois domaines transversaux autonomes pour renforcer et consolider les résultats. Des présentations sur les trois éléments transversaux et les quatre résultats indicatifs ont suivi, certains points sur l'inclusion sociale et l'égalité de genre étant mis en lumière: Inclusion sociale et égalité des genres (PPT [ici](#)); éléments transversaux sur la génération et la gestion des connaissances, et le dialogue, le plaidoyer et la communication (PPT [ici](#)); résultat 1 sur la démonstration de résultats REDD+ de haute intégrité (PPT [ici](#)); résultat 2 sur le déblocage de fonds pour les résultats REDD+ (PPT [ici](#)); résultat 3 sur le renforcement de l'ambition climatique (PPT [ici](#)); et résultat 4 sur le renforcement des actions pour lutter contre les facteurs de la déforestation (PPT [ici](#)). Les modalités de mise en œuvre proposées ont également été présentées (PPT [ici](#)). En ce qui concerne le processus d'élaboration de la Stratégie, il a été question de la programmation, des modalités, de la géographie, des partenaires et des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie. La phase de programmation est la prochaine étape cruciale et sera entreprise en 2025 afin d'assurer la spécificité de l'ampleur, de l'étendue et de la niche du Programme ONU-REDD. Trois modalités de mise en œuvre sont prévues pour permettre une évolutivité totale, de l'assistance technique à l'appui ciblé et aux programmes nationaux, avec des plans pour continuer à opérer à l'échelle nationale, régionale et mondiale, et des approches interconnectées et des synergies entre ces trois niveaux. Le Programme ONU-REDD fonctionne à la demande des pays et entend couvrir autant de pays que la demande existe, sous réserve des ressources disponibles. L'accent sera mis sur le renforcement des partenariats stratégiques pour soutenir la mise en œuvre au niveau mondial, au niveau des résultats et au niveau du système des Nations Unies.
  - L'un des principaux objectifs du cadre de financement est de garantir des engagements pluriannuels prévisibles avec une enveloppe budgétaire proportionnelle au potentiel de

transformation du Programme ONU-REDD et de produire les résultats envisagés avec un impact élevé sur le terrain. Le Programme dispose actuellement d'un budget de l'ordre de 20 millions de dollars des États-Unis (ci-après dollars) par an et, au cours de la phase précédente, il a atteint des dépenses annuelles de l'ordre de 40 millions de dollars. Ainsi, viser une fourchette de 50 à 60 millions de dollars par an pour la période 2026-2030 serait conforme aux dépenses annuelles précédentes de l'ONU-REDD et permettrait de répondre aux attentes en matière de rentabilité, de capacité du Programme à gérer un portefeuille critique d'actions, de zones géographiques et de capacité de mise en œuvre. Un certain nombre de possibilités d'action immédiate ont également été identifiées en ce qui concerne le dialogue, la communication, l'assistance technique, les partenariats, les peuples autochtones et les communautés locales.

#### Commentaires et conseils du Comité exécutif

43. Les réactions du Comité exécutif concernant la Stratégie globale et les éléments transversaux sont les suivantes:

- Des réactions positives et un soutien à la Stratégie 2026-2030 émergente, aux relations solides d'ONU-REDD, au dialogue, à l'assistance technique et au rôle de «clé de voûte» de REDD+.
- Définir plus précisément le créneau de l'ONU-REDD, identifier les lacunes, les partenaires et les conditions de fonctionnement et de coordination au niveau mondial et au niveau des résultats, afin d'éviter les doubles emplois. Explorer les partenariats stratégiques avec d'autres plateformes, par exemple le FCLP, le FCFP, la CCNUCC, la Banque mondiale; veiller à l'alignement sur l'agenda de la biodiversité et sur les autres avantages non liés au carbone. Souligner le rôle clé des peuples autochtones et des communautés locales; envisager l'accès direct et les intermédiaires.
- Forte opportunité ou bon créneau existe en faveur de l'augmentation des réunions au niveau mondial, régional et national, y compris sur les questions fondamentales d'actualité. Améliorer encore la gestion des connaissances et les communications stratégiques et accroître la visibilité de l'ONU-REDD.

44. Dans l'ensemble, le Comité exécutif a accueilli favorablement le projet de Stratégie et a formulé des commentaires positifs et constructifs, comme indiqué ci-dessous:

- Résultat 1: Démonstration de résultats REDD+ de haute intégrité. Le Comité a examiné si le partage des avantages (1.3) devait figurer dans le résultat 2 (financement) et si l'inclusion sociale devait figurer dans le résultat 1 (intégrité).
- Résultat 2: Débloquer des financements pour les résultats de REDD+. Le Comité a reconnu la nécessité de servir tout un spectre d'opportunités d'offre et de demande; de cartographier les opportunités pour les sources de financement sur les forêts; les canaux pour l'engagement du secteur privé; et la fourniture d'informations pratiques sur la manière de réaliser le résultat 2 (par exemple, le modèle ERPA, l'interaction de soutien entre IC-VCM et les pays). Les commentaires ont également porté sur la question de savoir si les résultats 1 et 2 devaient être distincts, ou si

l'accès au financement lié aux résultats devait être un résultat final; si les investissements (4.4) devaient figurer dans le résultat 2 et si le partage des bénéfices (1.3) devait figurer dans le résultat 2; et s'il fallait inclure les registres dans le résultat 2.

- Résultat 3: Renforcer l'ambition climatique. Le Comité a noté la nécessité d'identifier les rôles de l'ONU-REDD et de ses partenaires en ce qui concerne le soutien aux CDN, de clarifier le produit 3.3 (capacité analytique) et d'explorer le soutien au-delà des CDN, par exemple pour les SPANB.
- Résultat 4: Renforcement des actions visant à s'attaquer aux facteurs de la déforestation (résultats). Le Comité exécutif a reconnu l'importance du travail de changement de système couvert par ONU-REDD, notant la nécessité de mieux définir le créneau, les partenaires et le rôle de levier d'ONU-REDD. Les membres du Comité exécutif ont souligné que la valeur de l'ONU-REDD dans le résultat 4 devrait être également prendre un aspect technique et de stratégie de rassemblement des acteurs pour un dialogue et de l'expertise à travers les différents secteurs et d'analyse de comment le carbone forestier recoupe d'autres initiatives.

45. Les commentaires relatifs à la mise en œuvre sont les suivants:

- Programmation: Il est important de comprendre comment le futur portefeuille sera équilibré entre les résultats et les zones géographiques; reconnaître que la phase de programmation fournira des plans plus détaillés; dresser des scénarios pour clarifier les besoins et les plans dès que possible, afin d'examiner ces scénarios d'ici la mi-2025, conformément au calendrier des donateurs pour la planification du futur soutien.
- Modalités: Demande de scénarios de financement qui tiennent compte à la fois de l'assistance technique et des programmes nationaux et qui s'appuient sur les enseignements tirés précédemment; soutien à une collaboration proactive avec les prestataires d'assistance technique et exploration du rôle de coordination de l'assistance technique en faveur des gouvernements.
- Partenaires: ONU-REDD, en tant que Programme des Nations Unies, est très bien placé et possède de solides avantages comparatifs. Il est important de continuer à définir ce que l'ONU-REDD fait le mieux et comment les autres partenaires complètent ce travail.
- Ressources: Soutien fort à ONU-REDD et signaux positifs pour soutenir REDD+; engagement à travailler ensemble sur la mobilisation des ressources; il est également utile de prévoir différents scénarios de niveau élevé ou faible de ressources.
- Gouvernance: Demande d'examen et de mise à jour des futurs accords de gouvernance en tenant compte de la nouvelle Stratégie.

46. La présidente a évoqué le dialogue extrêmement riche et constructif, notant que le projet de Stratégie 2026-2030 a été bien accueilli et qu'il a trouvé un écho favorable auprès des membres du Comité exécutif. Tous les commentaires ont été notés et seront pris en compte dans la Stratégie 2026-2030 ainsi que dans les processus de programmation ultérieurs. L'attention peut donc se porter sur les prochaines étapes liées à la programmation, à la mobilisation des ressources et à l'opérationnalisation.

## Point 5 de l'ordre du jour: Voie à suivre et prochaines étapes

47. La présidente a invité le Secrétariat à fournir un résumé des actions et du processus à venir.
48. Le Secrétariat a présenté les prochaines étapes des cinq éléments de base issus de la discussion du Comité exécutif, en vue de sa prochaine réunion.
- En ce qui concerne l'examen formatif, l'expert indépendant finalisera les consultations avec d'éventuels entretiens supplémentaires et préparera le projet de rapport, qui sera soumis à l'examen du Comité exécutif en novembre. En outre, les conclusions de l'examen continueront d'alimenter la Stratégie.
  - En ce qui concerne le projet de Stratégie 2026-2030, les consultations avec les autres partenaires se poursuivront au cours du quatrième trimestre de 2024, et une stratégie révisée, intégrant tous les commentaires, sera finalisée au premier trimestre de 2025.
  - Une stratégie de mobilisation des ressources sera élaborée, sur la base des informations fournies par le Comité exécutif dans les mois à venir, et diffusée au premier trimestre 2025.
  - La programmation sera la prochaine étape clé. Des scénarios de programmes pluriannuels seront élaborés pour différentes options de financement, ainsi qu'un nouveau cadre de résultats et de suivi, et seront soumis au Comité exécutif pour discussion au cours du premier semestre de l'année prochaine.
  - Les modalités de gouvernance seront réexaminées en 2025, en vue de les actualiser en fonction, d'une part, de la programmation et des fonctions du nouveau Programme et, d'autre part, du niveau de ressources envisagé, de manière à garantir que la fonction définisse le cadre à mettre en place et que les nouvelles modalités correspondent aux objectifs de la prochaine phase du Programme.
  - La prochaine réunion du Comité exécutif est prévue en juin 2025.
49. Le Ghana, le Costa Rica, le Chili et le représentant des peuples autochtones ont présenté une proposition de plateforme sur les femmes dans REDD+, soulignant l'importance de l'engagement et de la promotion de l'inclusion sociale, du renforcement des capacités et des liens. ONU-REDD a accueilli favorablement la proposition, notant qu'elle s'inscrivait étroitement dans les efforts d'intensification et de dialogue en cours sur le genre et l'égalité, et assurera le suivi afin d'explorer davantage cette initiative.

## Clôture

50. La présidente a clôturé la réunion du Comité en remerciant les membres du Comité pour leurs commentaires substantiels, qui témoignent de la valeur du Programme et contribuent à la conception conjointe du futur partenariat ONU-REDD. Les contributions fournies par le Comité seront consignées dans le rapport de la réunion et utilisées pour orienter l'avenir du Programme.

**Annexe 1: Liste des participants à la réunion du Comité exécutif**

|    |     | Nom/Titre                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Pays, agence ou circonscription | Désignation par le Comité exécutif           |
|----|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------------------|
| 1  | Mme | Gabriela Soto Nilo<br>Responsable du département Changement climatique<br>Société nationale des forêts (CONAF)                                                                                                                                                                                     | Chili                           | Membre<br>Amérique latine et Caraïbes        |
| 2  | Mme | María Elena Herrera Ugalde<br>Directrice, Direction du développement et du marketing des services environnementaux<br>Directrice de la stratégie nationale REDD+<br>Fonds national de financement forestier, FONAFIFO                                                                              | Costa Rica                      | Amérique latine et des Caraïbes<br>Suppléant |
| 3  | Mme | Roselyn Fosuah Adjei<br>Directrice changement climatique, coordinatrice nationale REDD+, Commission des forêts                                                                                                                                                                                     | Ghana                           | Membre Afrique                               |
| 4  | M.  | Bob Kazungu (en ligne)<br>Commissaire adjoint par intérim pour la sylviculture, l'évaluation et le suivi, département de soutien au secteur forestier, direction des affaires environnementales<br>Ministère de l'eau et de l'environnement                                                        | Ouganda                         | Afrique<br>suppléant                         |
| 5  | M.  | Trần Hiếu Minh<br>Chef du département de la science, de la technologie et de la coopération internationale (DOSTIC)<br>Département des forêts (DOF)<br>Ministère de l'agriculture et du développement rural                                                                                        | Viet Nam                        | Membre Asie-Pacifique                        |
| 6  | M.  | Franky Zamzani (en ligne)<br>Directeur adjoint chargé du suivi des mesures d'atténuation<br>Ministère de l'environnement et des forêts                                                                                                                                                             | Indonésie                       | Autres pays d'Asie-Pacifique                 |
| 7  | Mme | Dinik Indrihastuti (en ligne)<br>Analyste politique junior<br>Ministère de l'environnement et des forêts                                                                                                                                                                                           | Indonésie                       | Autres pays d'Asie-Pacifique                 |
| 8  | M.  | Leif John Fosse<br>Conseiller principal, Initiative norvégienne internationale sur le climat et les forêts (NICFI)                                                                                                                                                                                 | Norvège                         | Membre                                       |
| 9  | Mme | Vania Dietrichson<br>Conseillère, Section des forêts<br>Département du climat et de l'environnement<br>Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad)                                                                                                                             | Norvège                         | Membre                                       |
| 10 | Mme | Laurence von Schulthess<br>Chargée de programme Forêt durable et utilisation des terres<br>Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)<br>Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC)<br>Division de la coopération thématique - Section Climat, DRR et environnement (CDE) | Suisse                          | Membre                                       |
| 11 | M.  | Keith Anderson<br>Conseiller en politique forestière et climatique, Office fédéral de l'environnement FOEN, division Forêts                                                                                                                                                                        | Suisse                          | Membre                                       |
| 12 | Mme | Sultana Bashir<br>Responsable de la politique internationale en matière de forêts et de climat (REDD+)<br>Département pour la sécurité énergétique et le net zéro (DESNZ)                                                                                                                          | Royaume-Uni                     | Membre                                       |
| 13 | Mme | Victoria Situ                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Royaume-Uni                     | Membre                                       |

|    |     | Nom/Titre                                                                                                                                                                                                     | Pays, agence ou circonscription         | Désignation par le Comité exécutif |
|----|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------|
|    |     | Conseillère politique principale et gestionnaire de programme - Financement du carbone forestier, Coalition LEAF, Unité internationale des forêts (DESNZ et FCDO)                                             |                                         |                                    |
| 14 | Mme | Ga-yeong Kim<br>Coordinatrice REDD+, Division des ressources forestières mondiales<br>Service des forêts de Corée (KFS)                                                                                       | Corée                                   | Suppléant                          |
| 15 | M.  | Kim Raehyun<br>Directeur, Centre forestier sur le changement climatique (FCCC)<br>Institut national des sciences forestières                                                                                  | Corée                                   | Suppléant                          |
| 16 | M.  | Nobuaki Ideno (en ligne)<br>Chef du Bureau de coopération internationale sur les forêts, Agence pour les forêts                                                                                               | Japon                                   | Suppléant                          |
| 17 | Mme | Yun Yamanaka<br>Directrice adjointe, équipe 1 Environnement naturel<br>Groupe Forêts et conservation de la nature, Département Environnement mondial<br>Agence japonaise de coopération internationale (JICA) | Japon                                   | Suppléant                          |
| 18 | Mme | Dolores "Lola" Cabnal<br>Red de mujeres indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y El Caribe (RMIB-LAC)<br>Área de Incidencia, Asociación Ak'Tenamit                                                   | Organisation des peuples autochtones    | Observateur permanent              |
| 19 | M.  | David Ganz<br>Directeur exécutif, Centre pour les peuples et les forêts (RECOFTC)                                                                                                                             | Organisation de la société civile (OSC) | Observateur suppléant              |
| 20 | Mme | Tiina Vähänen<br>Directrice adjointe, Division des forêts                                                                                                                                                     | FAO (Directrice)                        | Membre                             |
| 21 | Mme | Serena Fortuna<br>Fonctionnaire forestier principale, responsable d'équipe REDD+                                                                                                                              | FAO                                     | Suppléant                          |
| 22 | M.  | José Carlos Fernández<br>Consultant international sur la politique et l'économie REDD+                                                                                                                        | FAO                                     | Suppléant                          |
| 23 | M.  | Josep Garí<br>Responsable mondial, Climat et forêts, PNUD Climat                                                                                                                                              | PNUD                                    | Suppléant                          |
| 24 | Mme | Elsbeth Halverson<br>Conseillère en programmes et partenariats                                                                                                                                                | PNUD                                    | Suppléant                          |
| 25 | Mme | Kimberly Todd<br>Conseillère mondiale principale, Climat et forêts                                                                                                                                            | PNUD                                    | Suppléant                          |
| 26 | M.  | Steven Swan<br>Responsable de la gestion du Programme                                                                                                                                                         | PNUD                                    | Suppléant                          |
| 27 | Mme | Bertha Ormeno (en ligne)<br>Gestionnaire de portefeuille, Bureau du Fonds fiduciaire multipartenaires                                                                                                         | MPTF                                    | Membre d'office                    |
| 28 | M.  | Mario Boccucci<br>Responsable du Secrétariat ONU-REDD                                                                                                                                                         | Secrétariat ONU-REDD                    | Secrétariat                        |
| 29 | Mme | Mihaela Secrieru<br>Responsable de la gestion du Programme                                                                                                                                                    | Secrétariat ONU-REDD                    | Secrétariat                        |
| 30 | M.  | Chandra Manalu<br>Responsable de la gestion du Programme                                                                                                                                                      | Secrétariat ONU-REDD                    | Secrétariat                        |
| 31 | Mme | Sharon McAuslan, Secrétariat ONU-REDD                                                                                                                                                                         | Secrétariat ONU-REDD                    | Secrétariat                        |
| 32 | M.  | Tom Blomley, consultant indépendant pour l'examen formatif du Programme ONU-REDD                                                                                                                              | Indépendant                             |                                    |

## Annexe 2: Ordre du jour

| <b>PREMIER JOUR: MERCREDI 2 OCTOBRE 2024</b>   |                                                                                                  |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 13:30 - 14:00                                  | Ouverture                                                                                        |
| 14:00 - 15:00                                  | Progrès réalisés à ce jour                                                                       |
| 15:00 - 15:30                                  | <i>Pause (et connexion en ligne avec les partenaires invités)</i>                                |
| 15:30 - 18:00                                  | Session de dialogue stratégique: Renforcer le changement de système pour les forêts et le climat |
| <i>À partir de 18h00</i>                       | <i>Cocktail (Terrasse FAO)</i>                                                                   |
| <b>DEUXIÈME JOUR: JEUDI 3 OCTOBRE 2024</b>     |                                                                                                  |
| 08:30 - 09:00                                  | <i>Café</i>                                                                                      |
| 09:00 - 10:00                                  | Revue formative du Programme ONU-REDD                                                            |
| 10:00 - 11:15                                  | Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030 - Vue d'ensemble                                          |
| 11:15 - 11:45                                  | <i>Pause</i>                                                                                     |
| 11:45 - 13:00                                  | Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030 - Résultats                                               |
| 13:00 - 14:15                                  | <i>Déjeuner</i>                                                                                  |
| 14:15 - 15:45                                  | Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030 - Résultats (suite)                                       |
| 15:30 - 16:00                                  | <i>Pause</i>                                                                                     |
| 16:00 - 17:00                                  | Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030 - Résultats (suite)                                       |
| <i>À partir de 17h00</i>                       | <i>Visite guidée des Termes de Caracalla et dîner à la Casa del Jazz</i>                         |
| <b>TROISIÈME JOUR: VENDREDI 4 OCTOBRE 2024</b> |                                                                                                  |
| 09:00 - 10:30                                  | Projet de Stratégie ONU-REDD 2026-2030 - Mise en œuvre                                           |
| 10:30 - 11:00                                  | <i>Pause</i>                                                                                     |
| 11:00 - 12:00                                  | Réflexions et perspectives d'avenir                                                              |
| 12:00 - 13:30                                  | <i>Déjeuner</i>                                                                                  |
| 13:30 - 14:30                                  | Réflexions et perspectives d'avenir (suite)                                                      |
| 14:30 - 15:30                                  | Prochaines étapes                                                                                |
| 15:30 - 16:00                                  | Clôture                                                                                          |

**Annexe 3: Liste des participants au dialogue stratégique (en plus des représentants du Comité exécutif énumérés à l'annexe 1)**

|    | Nom/Titre                                                                                                                                               | Organisation                                                                                                     |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Alexa Kleysteuber<br>Directrice associée, Action d'entreprise et marchés                                                                                | Fonds Bezos pour la Terre                                                                                        |
| 2  | Jamal Annagylyjova<br>Responsable de la biodiversité forestière et de la restauration des écosystèmes                                                   | Convention sur la diversité biologique (CDB)                                                                     |
| 3  | Eliane Ubalijoro<br>Directrice générale du CIFOR-ICRAF et directrice générale de l'ICRAF                                                                | Centre pour la recherche forestière internationale et l'agroforesterie mondiale (CIFOR-ICRAF)                    |
| 4  | Kiptoo Chemoiwo<br>Chargé de projet                                                                                                                     | Centre pour la recherche forestière internationale et l'agroforesterie mondiale (CIFOR-ICRAF)                    |
| 5  | Siiri Makela<br>Responsable de la gestion du Programme                                                                                                  | Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) |
| 6  | Jorge Mario Rodriguez<br>Vice-Ministre de l'environnement<br>Ministère de l'environnement et de l'énergie (MINAE)                                       | Costa Rica                                                                                                       |
| 7  | Juan Carlos Jintiach<br>Directeur exécutif                                                                                                              | Alliance mondiale des collectivités territoriales (GATC)                                                         |
| 8  | Amy Merrill<br>Directrice générale                                                                                                                      | Conseil de l'intégrité pour le marché volontaire du carbone (ICVCM)                                              |
| 9  | David Kaimowitz<br>Chef de programme                                                                                                                    | Mécanisme international pour l'occupation des terres et des forêts                                               |
| 10 | Mathieu Lamolle<br>Conseiller principal                                                                                                                 | Centre du commerce international                                                                                 |
| 11 | Michaela Summerer<br>Associée, Section des chaînes de valeur vertes et inclusives                                                                       | Centre du commerce international                                                                                 |
| 12 | Jenny Wong<br>Chargée de programme, programme d'atténuation, de données et d'analyse                                                                    | CCNUCC                                                                                                           |
| 13 | Joanna Macrae<br>Responsable de la stratégie et du LEAF, Unité internationale des forêts, Département de la sécurité énergétique et du net zéro (DESNZ) | Royaume-Uni                                                                                                      |
| 14 | Mark Kenber<br>Directeur exécutif                                                                                                                       | Initiative volontaire pour l'intégrité des marchés du carbone (VCMI)                                             |
| 15 | Andrés Espejo<br>Gestionnaire de fonds du FCPF et spécialiste principal du changement climatique                                                        | Banque mondiale                                                                                                  |
| 16 | Shaanti Kapila<br>Fonctionnaire principale chargée des opérations, groupe Changement climatique                                                         | Banque mondiale                                                                                                  |